**APPEL À CONTRIBUTIONS
POUR LE RAPPORT DE LA RAPPORTEUSE SPÉCIALE
SUR LA VIOLENCE
CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES
PRÉSENTÉ À
LA 80^{ÈME} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
SUR LA GESTATION POUR AUTRUI
ET LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES**

Contribution de

La Manif Pour Tous

Avril 2025

En préparation de la 80^{ème} session en octobre 2025

INTRODUCTION

La Manif Pour Tous est une association qui, depuis sa création en 2012, défend fermement le droit des femmes tels que définis par la Déclaration Universelle des droits de l'Homme et réaffirmés par la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Respecter et faire avancer la mise en place effective de ces droits impliquent le déploiement d'une politique ambitieuse pour éradiquer tous les obstacles aux droits des femmes, notamment la traite et l'exploitation reproductive sous toutes ces formes.

Forte de son statut consultatif ECOSOC, notre association intervient sur une forme d'exploitation reproductive en particulier : la gestation pour autrui. Dangereuse pour les femmes et les filles du monde entier, la maternité de substitution est, quelle que soit sa forme, une menace pour le droit des femmes.

C'est pourquoi notre association ne cesse d'en dénoncer ses mécanismes, d'en décrire le trafic d'êtres humains qu'elle génère et d'alerter sur le sort des victimes nombreuses qu'elle fait à travers le monde.

Notre association remercie donc Madame la rapporteur spéciale sur la violence contre les femmes et les filles de s'emparer du sujet.

L'année où la communauté internationale célèbre le 30^{ème} anniversaire de la Déclaration de Pékin, texte fondamental pour l'avancée du droit des femmes, il est urgent de s'emparer de cette nouvelle forme d'exploitation sexo-centrée qui menace les femmes du monde entier.

1/ UNE EXPLOITATION SEXO-CENTRÉE

Depuis quelques années, une forme spécifique d'exploitation est passée sous silence et ignorée par la communauté internationale : l'exploitation reproductive.

Le développement des techniques d'assistance médicale à la procréation combinés à celui de l'explosion d'un marché mondial de la fertilité a généré la création de filières ultra-lucratives fonctionnant sur deux matières premières : les gamètes et les utérus des femmes afin de pratiquer des gestations pour autrui.

Visées pour leurs appareils reproductifs, ces femmes sont ciblées parce que vulnérables : économiquement, familialement, culturellement, socialement...elles cumulent les difficultés et sont envisagées comme des proies faciles.

La gestation pour autrui, ou maternité de substitution peut avoir différentes modalités mais le mécanisme central reste le même dans tous les cas : il s'agit d'inséminer une femme dont l'utérus et le corps permettront le développement d'un enfant pour le compte de tiers, commanditaires de la gestation pour autrui appelés « parents d'intention ». Et dans le cadre d'une gestation pour autrui présentée comme « altruiste », la femme, celle qui prend tous les risques pour sa santé mentale, physique et reproductive, est la seule à ne pas recevoir d'argent à la différence des intermédiaires qui eux, sont très bien rémunérés dans tous les cas.

2/ DES FEMMES « CONFISQUÉES » AU PROFIT DE TIERS

Cette pratique confisque totalement le corps, le psychisme, le temps et la disponibilité d'une femme le temps de la production de l'enfant. Il s'agit d'une pratique sexo-centrée : seules les femmes sont en effet capables de porter et d'assurer le développement d'un enfant du stade d'embryon jusqu'à sa naissance.

La gestation pour autrui crée de fait une sous-catégorie de femmes utilisées dans le cadre d'une procréation « externalisée » pour réaliser le projet parental de tiers, et ce quelles que soient les modalités de l'accord de gestation pour autrui, commerciale, « éthique » ou « altruiste » de même que les maternités de substitution faites dans un cadre intra-familial ou amical où s'ajoutent des pressions affectives souvent insupportables.

Les femmes sont ainsi soumises aux exigences des commanditaires qui réunissent, dans la grande majorité des cas, leurs volontés dans un contrat : ce document régleme très précisément la vie de la mère porteuse, que ce soit sa vie sexuelle avec son conjoint (la plupart du temps interdite) ou le régime alimentaire qu'elle doit suivre, ses déplacements, sa manière de se maquiller ou même sa capacité à bouger ou non, quelques commanditaires exigeant par exemple que la mère porteuse soit alitée le temps de la grossesse.

Les clauses de ces contrats sont très précises et l'accumulation des recommandations, interdictions, consignes dessine ce que sera la vie de la mère porteuse soumise à la volonté des commanditaires.

3/ LA GESTATION POUR AUTRUI : UNE NOUVELLE FORME D'EXPLOITATION ET DE TRAITE

Les conditions pour reconnaître une situation de traite et d'exploitation ont été définies comme suit par la communauté internationale dans le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants¹ :

« Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation ».

Or, la gestation pour autrui répond à tous ces critères. Le recrutement des femmes pour devenir mères porteuses se fait avec la promesse de paiements sur des femmes toujours plus vulnérables. Ainsi, la grande majorité des femmes en âge de procréer sont ciblées par les agences et autres intermédiaires pour louer leur utérus non par générosité ou altruisme mais pour régler leurs situations financières.

Notre association a de multiples fois pu constater que les agences utilisaient ce seul argument pour recruter les femmes : Alcea Surrogacy fait miroiter une rémunération de 65 000\$, Private Label Surrogacy promet le profit financier réalisé par les candidates, les exemples sont nombreux.

Par ailleurs, il est intéressant de noter qu'aux Etats-Unis, 15 à 20 % des mères porteuses sont des femmes de militaires d'actives. Dans leur grande majorité ces femmes n'ont pas la possibilité de travailler (déménagements fréquents, conjoint absent, manque de formation...), la gestation pour autrui vient régler des problèmes financiers familiaux en leur permettant parfois de gagner en une grossesse l'équivalent d'une solde militaire annuelle complète². Les agences avouent même privilégier ce type de profils en mettant en avant les « qualités » de ces femmes : disponibilité, impossibilité pour elles d'avoir un emploi et conjoint absent donc aucune vie intime. Ils précisent même que la mutuelle militaire TRICARE vient prendre en charge les frais de santé d'une grossesse pour autrui, source d'économies pour l'agence et les commanditaires.

Le trafic est également caractérisé par le transfert inter ou extra frontaliers imposés aux mères porteuses. C'est le cas à chaque gestation pour autrui. Notre association a pu le constater d'abord en Thaïlande lorsque dans son enquête « Avec les meilleures intentions » en 2018 a pu voir des agences faisant venir des femmes laotiennes en Thaïlande pour être mères porteuses³.

Et cela se répète dans tous les pays : en Grèce, la loi qui n'autorisait autrefois que les femmes grecques à devenir mères porteuses a été élargie en 2014 en n'imposant plus qu'une adresse temporaire en Grèce pour les femmes. Cet élargissement facilite le recrutement et le

¹ <https://www.ohchr.org/fr/trafficking-in-persons>

² <https://surrogatefirst.com/surroblog/military-wives-surrogate-mothers-2/>

³ https://youtu.be/Nu6PnUypJv0?si=Z77ptQTLKC_pgglr

transport de femmes vulnérables venues des pays de l'Est, comme la Bulgarie ou encore la Moldavie. En 2023 éclate ainsi un scandale dans le *Mediterranean Fertility Institute* où les autorités constatent que 160 femmes pauvres originaires d'Ukraine, de Roumanie, Géorgie ou encore Albanie sont trafiquées.

Corinna Weiss a même réalisé un doctorat sur les migrations imposées aux mères porteuses russes qualifiées de « travailleuses migrantes de la gestation pour autrui »⁴. Début avril 2025, l'agence Feskov fait même la publicité sur Facebook de l'installation de leurs mères porteuses dans la vielle de Tchernivtsi, sans aucune considération pour leur vie de famille.

Au cœur de ce trafic, c'est toujours la vulnérabilité des femmes qui est utilisée comme levier de recrutement et donc d'exploitation. Ces femmes sont, de fait, des victimes de traite humaine et se dégagent, au fil des études et à travers les continents quatre typologies de déplacements de femmes se dégagent : des femmes migrantes utilisées comme mères porteuses dans leur pays de destination, des femmes recrutées et déplacées vers un autre pays en vue d'être engagées comme mères porteuses, des mères porteuses déplacées pendant le processus de gestation pour contourner les lois satisfaire les besoins des clients ou encore obtenir de meilleurs services médicaux ou enfin des femmes enceintes déplacées pour vendre leurs bébés⁵.

Parfois présentées comme consentantes, ces mères porteuses sont bien, dans tous les cas, victimes de traite puisque, comme l'a précisé la communauté internationale, elles n'ont plus les personnes victimes d'exploitation et de traite sont toujours à considérer comme des victimes.

4/ UNE EXPLOITATION ET UNE TRAITE ABSENTE DE TOUS LES DISPOSITIFS

La communauté internationale lutte activement contre toute forme d'exploitation. Les États ont établi que la lutte se concentrait sur sept formes d'exploitation : la servitude domestique, l'incitation à commettre des délits, l'exploitation sexuelle, l'exploitation à des fins économiques, le mariage forcé, l'exploitation de la mendicité et enfin le trafic d'organes.

Prévoyant malheureusement l'apparition de nouvelles formes d'exploitation, le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme prévoit que « *la liste d'exemples figurant dans la définition n'est pas exhaustive et des formes nouvelles ou supplémentaires pourront être identifiées dans le futur.* »⁶

4

<https://dora.dmu.ac.uk/bitstream/handle/2086/15036/PhD%20Thesis.%20Weis.%20Reproductive%20Migration.%20Final%20Version.Dec%202017.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

⁵ Femmes migrantes et exploitation reproductive dans l'industrie de la maternité de substitution » En- quête conjointe par ENOMX et la CIAMS, 2021-2022 <http://abolition-ms.org/non-classe-fr/rapport-en-quete-enomw-et-ciams-3-femmes-migrantes-et-exploitation-reproductive-dans-lindustrie-de-la-mater-nite-de-substitution-gpa/>

⁶ Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme / Fiche n°36 I Droits de l'Homme et traite des êtres humains, 2017 https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/FS36_fr.pdf

Ainsi, l'exploitation reproductive n'est à ce jour absolument pas prise en compte dans les dispositifs d'aide pour les femmes.

Cette reconnaissance survient parfois, comme lorsque le Parlement européen classe en 2021 la gestation pour autrui en tant qu'exploitation sexuelle au même titre que les mariages forcés, la prostitution et la pornographie⁷.

Absente des définitions de la traite humaine et de l'exploitation, la gestation pour autrui n'est donc pas incluse dans les dispositifs de lutte contre la traite et d'accompagnement des victimes.

C'est le constat que notre association tire à chaque examen des Questions Prioritaires des examens nationaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Lors de chaque examen, La Manif Pour Tous souligne qu'aucun des pays n'inclue l'exploitation reproductive dans les mécanismes de lutte contre la traite ni dans les structures d'aide et de réparation des victimes. Nous profitons de ces rapports nationaux pour souligner que la gestation pour autrui doit impérativement être intégrée à ces mécanismes et structures.

5/ L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT PIÉTINÉ PAR LA GESTATION POUR AUTRUI

Un enfant ne peut être ni vendu, ni donné. Ainsi, même si la gestation pour autrui est supposément « éthique », encadrée ou simplement indemnisée, elle reste une pratique indigne de l'être humain : celui-ci n'appartient à personne, pas même à sa mère. Il est donc impossible de se comporter envers un enfant comme si on était son propriétaire, parents d'intention ou non.

Toutes les études scientifiques montrent la richesse et l'importance du lien et des interactions mère-enfant durant la grossesse et l'importance de son prolongement après la naissance pour sécuriser l'enfant. La gestation pour autrui est donc contraire à toutes les préconisations pour le bien-être et le bon développement de l'enfant.

Par ailleurs, la gestation pour autrui éclate sciemment la filiation de l'enfant : il peut avoir ainsi jusqu'à 6 parents en comptant les donneurs de gamètes, la mère porteuse et son conjoint (du fait de la présomption de paternité) et enfin les commanditaires.

Utiliser une femme, donner ou vendre un enfant, est une forme d'esclavage suivant la définition qui en a été donnée à l'article 1 de la Convention relative à l'esclavage de 1926 : « *l'esclavage est l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux* ».

6/ TRANSCRIRE L'ÉTAT CIVIL POUR MIEUX PIÉTINER LE DROIT DES PLUS VULNÉRABLES

En France, la loi interdit d'avoir recours à la gestation pour autrui et d'en faire la publicité. Cependant, un certain nombre de citoyens français contournent la loi française. Les parents commanditaires français demandent à leurs retours la transcription des actes de naissance

⁷ article 60 https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0025_FR.html

étrangers de ces enfants nés à l'étranger par l'administration française. Cette transcription est contraire à la loi française et ne devrait donc pas être possible.

Pourtant, cette revendication devient de plus en plus importante : les associations, comme l'APGL, l'inter-LGBT ou encore CLARA, poussent depuis de nombreuses années pour obtenir une retranscription automatique des actes de naissance. Ils argumentent leurs demandes en disant que cette retranscription éviterait de créer des « fantômes de la République » et rendrait leur vie impossible en France.

Or, ces enfants peuvent vivre en France normalement : ils ont accès à l'école, à la Sécurité sociale, aux activités diverses et peuvent même demander la nationalité française au bout de cinq années de résidence en France et d'éducation par une personne de nationalité française, en vertu de l'article 21-12 du code civil et de la circulaire Taubira de 2023.

Même le premier ministre français en 2014, Manuel Valls, réfutait officiellement cette expression⁸ : « *Il ne faut pas laisser dire non plus que ces enfants sont sans filiation ni identité. Ils ont une filiation, une identité mais établies à l'étranger.* »

Faciliter la transcription des états civils des enfants nés par gestation pour autrui à l'étranger revient à valider le principe de cette pratique et à autoriser l'exploitation reproductive des femmes étrangères et participer au fait que l'enfant devienne un produit.

Consciente des problèmes que posent la question de la transcription des états civils des enfants nés de gestation pour autrui internationale, la Conférence de La Haye s'est emparée du sujet et travaille depuis 2015 à la création d'un cadre juridique international. Présenté sous un angle généreux et altruiste, ces travaux suivent en réalité en tous points les recommandations faites par l'American Bar Association auprès du comité d'experts de La Haye qui exhortait à trouver un outil juridique efficace pour ouvrir et fluidifier le marché mondial de la gestation pour autrui : « *il est plus pertinent de fonder la filiation sur l'engagement parental plutôt que sur le lien charnel entre l'enfant et son père ou sa mère (...) afin de ne pas créer de barrière au choix reproductif*⁹ ».

Il s'agirait donc de faciliter les échanges d'un marché mondial très lucratif (estimé à plus de 33 milliards de dollars de chiffres d'affaires mondial par l'institut Global Market Insight) au détriment des femmes d'abord et des enfants ensuite.

En effet, le principe même de la gestation pour autrui contrevient aux engagements de la Convention internationale des droits de l'enfant en ce qu'elle retire sciemment à l'enfant la possibilité de connaître et d'être élevé par sa mère.

Cette convention stipule aussi (article 9) que « *les États parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré* ». Or, le principe de la gestation pour autrui est

⁸ <https://www.la-croix.com/Actualite/France/Manuel-Valls-La-France-entend-promouvoir-une-initiative-internationale-sur-la-GPA-2014-10-02-1215549>

⁹ American Bar Association draft position paper on proposed Hague surrogacy convention <https://pageprovan.com.au/american-bar-association-draft-position-paper-on-proposed-hague-surrogacy-convention/>

de retirer de la mère porteuse l'enfant qu'elle a porté pendant neuf mois. Par ailleurs, l'article 35 de la même convention prévoit que les États doivent lutter contre « *l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants à quelque fin que ce soit et sous quelque forme que ce soit* ».

Or, à l'évidence, que la convention de gestation pour autrui fasse l'objet d'une rémunération ou d'une indemnisation de la mère porteuse, il s'agit en réalité d'une traite d'enfant.

7/ RECOMMANDATIONS

Au regard de ces éléments, notre association se permet de former ces recommandations :

- Intégrer l'exploitation reproductive et plus particulièrement la gestation pour autrui dans la définition de la traite
- Intégrer les victimes de gestation pour autrui dans tous les instruments de lutte contre la traite et d'aide aux victimes
- Obtenir une condamnation de l'exploitation reproductive et plus particulièrement de toutes les formes de gestation pour autrui de la part de la communauté internationale
- Création d'un comité d'experts pour concevoir une Convention Internationale d'abolition universelle de la gestation pour autrui